

conflit ici. La déclaration ne précise ni le rôle future des forces canadiennes ni même le genre de forces que veulent le ministre et le gouvernement. Le gouvernement indique qu'après deux guerres mondiales, un pays à faible population comme le Canada va se doter d'une aviation, d'une armée et d'une marine d'ensemble, ce que le Canada ne peut évidemment pas se permettre faute d'argent et de personnel. Il est évident que le gouvernement doit déterminer le rôle futur des forces d'après la meilleure contribution que le Canada peut faire à la paix mondiale. Cette décision prise, nous saurons, dans une certaine mesure au moins, ce qu'on entend par unification.

A la lumière de l'exposé du ministre et de l'importance qu'il attache à la mobilité—ce que cela signifie en hommes, en équipement et en formation—nous croyons qu'une déclaration de principe de la part du gouvernement s'impose afin que le Canada ait rappelé ses forces d'Europe quand il s'agira de renouveler le traité de l'OTAN en 1969. Le moment est venu d'examiner sérieusement la question, surtout parce qu'on ne peut donner suite à pareille décision du jour au lendemain, et que le nouveau traité sera remis en question et signé en 1969. Tant d'années après la dévastation de la Seconde Guerre mondiale et le relèvement qui a suivi, ces pays sont sûrement en mesure de se défendre eux-mêmes, surtout s'ils peuvent compter sur la force mobile du Canada dont le ministre nous a parlé.

Les membres de notre groupe ne sont pas les seuls à parler de retirer des troupes d'ici deux ou trois ans. Il en a été question au Royaume-Uni. Plus près de nous, voici ce que disait un article du *New York Times* du 20 janvier en provenance de Washington:

• (6.00 p.m.)

WASHINGTON—Le leader de la majorité au Sénat, Mike Mansfield, a accusé le gouvernement de marquer le pas au sujet de sa politique européenne et a repris sa campagne pour diminuer sensiblement les forces américaines en Europe.

Fort de l'appui de la plupart des dirigeants démocrates au Sénat, le démocrate du Montana a présenté de nouveau une résolution disant qu'on pourrait réduire sensiblement les six divisions américaines stationnées en Europe actuellement sans «nuire» aux engagements du traité de l'Atlantique Nord.

Elle est identique à une résolution sur laquelle les dirigeants du Sénat avaient décidé de ne pas insister l'an dernier après avoir obtenu du gouvernement l'assurance qu'il examinait avec les alliés de l'OTAN le niveau futur des troupes américaines.

La résolution doit être déferée au comité des forces armées et au comité des relations étrangères

[M. Winch.]

et Mansfield a déclaré qu'il prévoyait que les deux comités tiendraient des audiences conjointes et prendraient une décision durant l'année.

Si la résolution est mise en délibérations au Sénat même, les dirigeants du Sénat sont d'avis qu'elle obtiendra l'appui d'une forte majorité.

Le Canada ne devrait pas songer seulement à renégocier sa position au sein de l'OTAN mais plutôt à s'en retirer. Le seul secteur où, à mon sens, nous pouvons continuer à aider, c'est dans le rôle que pourraient jouer les forces anti-sous-marines de la marine canadienne sur le littoral atlantique.

Le rôle de nos forces à l'avenir n'est pas précisé, n'est nullement défini par le ministre de la Défense nationale. Après l'OTAN, je dois mentionner NORAD. On comprend que les États-Unis et le Canada doivent être étroitement liés dans le domaine de la défense. Mais on ne peut expliquer, de façon sensée, monsieur l'Orateur, pourquoi, à cause de notre collaboration et nos relations de défense avec les États-Unis dans le cadre de NORAD, nous devons avoir des armes nucléaires, aux mains de Canadiens, sur le sol canadien.

Une voix: Question de politique.

M. Winch: Lorsque les libéraux ont suivi au pouvoir nos amis sur la droite, qui avaient accepté la remise aux Canadiens d'armes nucléaires et l'entreposage de bombes nucléaires sur le sol canadien, le premier ministre a dit clairement que le Canada entreprendrait sans tarder de se délier de cet engagement. Pas un mot de plus sur la question depuis. Nous croyons notre premier ministre sur parole. Nous lui disons de se faire libérer de cet engagement et d'enlever les armes nucléaires au sol canadien et des mains de nos troupes outre-mer. Je ne vois pas comment le ministre de la Défense nationale peut admettre la situation actuelle, soit la présence de ces armes, vu la contradiction flagrante qu'elle crée face aux beaux discours constructifs, mais hypocrites, du ministère des Affaires extérieures aux Nations Unies. On a fait un de ces discours lors de la conférence de l'OTAN à Paris, il n'y a pas si longtemps, parlant du danger que constitue la prolifération des armes nucléaires de toute sorte. De fait, toute cette affaire devient ridicule.

Ayant dit ce que nous préconisons, j'aimerais parler d'un article de journal qui mériterait d'être reproduit dans tous les journaux d'Amérique du Nord et peut-être du monde entier. La chronique émanant de Washington dit:

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie ont signé vendredi un traité interdisant les armes nucléaires dans l'espace...